

REGARDS

POLITIQUE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Pacte empoisonné

Raymond Klein

Pour la compétitivité, pour la stabilité, pour l'euro ... les arguments en faveur d'une cure d'austérité européenne sont multiples. Et l'opposition à cette offensive libérale peine à trouver ses marques.

Dans l'histoire de l'Union européenne, peu de propositions ont suscité une telle levée de boucliers et aucune parmi celles-ci n'a été adoptée aussi rapidement : l'idée d'une politique économique commune, lancée en décembre par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, a été approuvée le week-end dernier par les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro.

Entretiens, la proposition a été légèrement édulcorée par la Commission et a changé de nom plusieurs fois pour s'appeler finalement « pacte pour l'euro ». Ce pacte a déplu aux libéraux par son côté régulateur, notamment l'harmonisation des fiscalités, et à la gauche par son côté anti-social, notamment les contraintes sur les régimes de pension. Que l'Union s'imisce dans les politiques budgétaires et sociales d'un Etat a réveillé les nationalistes à travers l'Europe, tandis que les fédéralistes n'ont pas apprécié la manière dont les instances intergouvernementales ont forcé la décision aux dépens des institutions communautaires que sont la Commission et le Parlement européen. Last and not least, le Luxembourg était également réticent, d'une

part parce que « le pacte n'apporte pas de valeur ajoutée » (Jean-Claude Juncker), de l'autre parce que, même si le contenu convient, on ne peut approuver le cavalier seul franco-allemand (Luc Frieden).

Le contenu convient au gouvernement luxembourgeois au plus tard depuis que l'abolition des indexations de salaires, initialement prévue dans les propositions (woxx 1100), a été remplacée par une surveillance des indexations. Cela arrange particulièrement le CSV, qui en 2010 avait tenté en vain de faire adopter par la tripartite une « modulation » de l'index. Elle pourra désormais l'imposer en tant que « contrainte européenne ». Mais ce feuilleton de l'Europe menaçant l'index, qui a passionné le petit monde luxembourgeois, ne sera qu'une note de bas de page dans les livres d'histoire. Aux yeux de certains commentateurs, ce pacte n'est rien de moins que le premier pas vers le fédéralisme, tandis que d'autres estiment que cette percée du centralisme conduira à un éclatement de l'Union.

Made in Germany

S'agissait-il vraiment de faire avancer la construction européenne ? On pourrait aussi considérer le « pacte pour l'euro » comme une tentative bâclée de « calmer les marchés financiers » dans la situation difficile dans laquelle se trouve effectivement la monnaie unique. Cela explique-



Le premier ministre luxembourgeois,
paré de l'auréole de la vertu
budgétaire.



PHOTO: SIP / JOCK FISTICK

rait aussi pourquoi le gouvernement de centre-droite allemand, traditionnellement sceptique envers les projets de « gouvernement économique européen », s'est ralliée à une idée a priori « française » et « de gauche ». A défaut de pouvoir lâcher les pays surendettés, de peur de faire exploser la monnaie unique, Angela Merkel aurait exigé, selon Jean Quatremer de « Libération », « un pacte de compétitivité qui ferait de la zone euro une 'grande Allemagne bien gérée' en échange d'une solidarité financière pour éviter la faillite des Etats fragilisés ».

Sachant cela, on peut s'interroger sur ce qui reste des idéaux de gauche contenus initialement dans l'idée de « gouvernement économique européen ». Dans son numéro de mars, la revue Alternatives économiques reproche à ce « pacte made in Germany » d'être centré sur la seule compétitivité, sans apporter aux Européens d'autres espoirs que « celui de nouveaux reculs sociaux, sur le modèle de ceux que les Allemands se sont imposés depuis dix ans ». Mais la critique ne porte pas seulement sur le contenu, mais aussi sur la méthode : il ne s'agirait pas d'un véritable « gouvernement économique » capable de délibérer et de décider selon une logique politique. Le pacte ne ferait que poursuivre la logique d'une intégration des politiques nationales par des règles de plus en plus strictes, limitant toujours plus les marges de

manoeuvre des Etats sans y substituer « une réelle capacité d'initiative européenne ».

La revue voit là une application des principes de l'ordolibéralisme, qui a structuré l'architecture institutionnelle allemande et marqué la construction européenne. Il s'agit d'une école d'économie politique qui rejette à la fois le laisser-faire intégral des libéraux classiques et l'interventionnisme étatique des keynésiens. Pour les ordolibéraux, l'Etat doit assurer stabilité de la monnaie et concurrence libre, mais sur base de règles de type constitutionnel plutôt que selon une logique de délibération politique.

Le vrai visage du modèle luxembourgeois

Le Luxembourg, soi-disant Etat social modèle, adhère à cette approche. Tout d'abord parce que, pour le moment, il parvient assez facilement à respecter les règles en matière de déficit et de dette et qu'il compte appliquer en douceur celles relevant des politiques sociales. Ensuite, la population est eurosceptique à la manière des Allemands, c'est-à-dire méfiante à l'égard des pays présumés « profiteurs » et « paresseux » du sud de l'Europe - la sévérité du « pacte pour l'euro » et la réforme du pacte de stabilité la rassureront. Enfin, cette adhésion à une orientation socio-libérale plutôt que social-démocrate révèle le vrai visage du « modèle luxembour-

geois » : le degré appréciable de redistribution des revenus est moins la conséquence de choix politiques que de marges de manoeuvres financières extraordinaires. Pourvu que ça dure ...

Car l'idée que l'Europe dans son ensemble devrait adopter le « modèle allemand » est une fausse bonne idée. Alternatives économiques rappelle que les politiques de démantèlement social de l'« Agenda 2010 », lancée jadis par le gouvernement rouge-vert, ont conduit à une baisse du pouvoir d'achat. Elles n'ont fonctionné que « parce que, dans le même temps, Espagnols, Grecs et Irlandais consommaient et s'endettaient pour deux ». Si tous les Etats membres appliquaient conjointement de telles politiques améliorant la compétitivité-coût mais faisant s'effondrer la demande intérieure, « les exportations européennes gonfleraient peut-être, mais l'activité économique serait durablement anémiée dans la zone ».

Les syndicats et la gauche ne s'y sont pas trompés. Suite au sommet du week-end dernier, la Confédération européenne des syndicats constate que « l'axe fondamental du pacte de compétitivité demeure une politique de gel des salaires ». Et de dénoncer qu'« une telle politique redistribuera systématiquement les revenus des salaires vers les profits, les dividendes et les bonus ». L'accent mis sur la défense des droits acquis renforcera peut-être la position syndicale dans

les négociations, mais n'a qu'un potentiel de mobilisation limité.

Du côté de la social-démocratie, le ton est nettement plus offensif. Lors d'un meeting en début de mois, le Parti des socialistes européens a tenté de formuler une alternative à l'Europe conservatrice : « une stratégie pour l'emploi, la croissance juste et le progrès social ». Le document est intitulé « L'Europe n'est pas entre les bonnes mains » - une touche d'ironie involontaire dans la mesure où les chefs de gouvernement grec et autrichien et plusieurs ministres en fonction dont Jean Asselborn participaient au meeting. Mais tout comme le LSAP au sein de la Chambre des députés, les sociaux-démocrates présents dans les institutions européennes continueront encore longtemps à avaler les couleuvres ... Le fait d'avoir adhéré à la logique libérale durant les vingt dernières années de la construction européenne ne les a pas vraiment préparés à promouvoir de manière crédible et vigoureuse un modèle alternatif de convergence européenne.